

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46512

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ce «révisionnisme raisonnable» qui se pratique par une politique de coopération, une politique que Curtius abandonne en 1930. Une telle approche suppose une diplomatie multilatérale qui ne doit cependant pas, même pour Stresemann, signifier supranationalité et abandon de souveraineté. Elle ne supprime pas les relations particulières avec les pays incontournables: Angleterre, États-Unis, France et URSS. Au bout du compte, cette politique de coopération a ancré l'Allemagne davantage à l'Ouest qu'à l'Est.

Au total cette mise au point de Niedhart sur la politique extérieure de Weimar est extrêmement utile, car à côté de cet état des lieux qu'elle propose, elle est vivifiante dans la mesure où elle ouvre des voies et incite à approfondir certains aspects négligés: poids de la société civile, par exemple. Et même s'il ne faut pas perdre de vue les pans de continuité entre cette politique extérieure et celle du Reich hitlérien naissant, il n'empêche que la politique extérieure de Weimar aura également influencé certains aspects de la diplomatie de la RFA. A ces divers titres, cet ouvrage n'est pas seulement un état des lieux, mais bien davantage un appel et un encouragement à la recherche.

Sylvain SCHIRMANN, Metz

Harald ZAUN, Paul von Hindenburg und die deutsche Außenpolitik 1925–1934, Köln (Böhlau) 1999, 610 S.

A la recherche d'explications pour l'échec de la République de Weimar et la dérive présidentielle du régime, les historiens ont analysé le rôle politique intérieur du président Hindenburg, mais ils ont négligé son influence sur la politique extérieure. Zaun comble cette lacune avec une étude très solide et bien documentée, consacrée au rôle de Hindenburg dans la politique extérieure allemande de 1925 à 1934. L'auteur s'appuie sur de très vastes dépouillements d'archives – archives de la Présidence, de la Chancellerie et de l'*Auswärtiges Amt*, nombreux *Nachlässe*, en particulier ceux de Stresemann, de Brockdorff-Rantzau et de Brüning –, mais aussi de sources imprimées et de mémoires, exploités avec rigueur. Il souligne d'abord la position constitutionnelle très forte du président de la République: représentant du Reich à l'extérieur, aucun accord n'est applicable sans sa signature. Cette position est encore renforcée par le règlement gouvernemental interne de 1924 qui précise les relations avec le président et affirme son droit à une information régulière. Hindenburg n'a aucune expérience de la politique extérieure et a les préventions d'un militaire à l'égard de la politique et de la diplomatie. Il donne, néanmoins, une priorité à la politique étrangère, exigeant une information rapide et précise de l'*Auswärtiges Amt*, ce qui en fait un homme remarquablement informé. Hindenburg est partisan d'une révision pacifique et d'une politique des «petits pas» pour restaurer le prestige de l'Allemagne et la libérer progressivement des chaînes de Versailles. Ses priorités sont la *Kriegsschuldfrage*, la libération de la Rhénanie, la protection des minorités allemandes et les relations avec la Russie. Zaun estime que la nomination des diplomates en poste à l'étranger est un moyen efficace d'influence pour le président. La succession de Brockdorff-Rantzau à Moscou, fin 1928, donne ainsi lieu à un affrontement avec Stresemann, qui débouche sur la nomination d'un candidat de compromis. Notons que, contrairement à ce qu'écrit l'auteur, l'ambassadeur à Moscou n'a pas accès direct (*Immediatbericht*) au Président. C'est un privilège accordé au seul Brockdorff-Rantzau en 1922, et confirmé par Stresemann fin 1925. Zaun souligne aussi le rôle de Hindenburg dans la nomination de Neurath comme ministre des Affaires étrangères en juin 1932, et dans son maintien sous le chancelier Hitler.

Malgré ses réserves à l'égard de la SDN, Hindenburg soutient la politique de Locarno par réalisme et sens du devoir, et résiste aux pressions nationalistes. Il condamne le départ de la DNVP du gouvernement, en octobre 1925, comme un abandon de poste. Zaun sous-estime, à notre avis, les réticences de Hindenburg à l'égard de la SDN et ses tentatives pour obtenir

du gouvernement une renégociation des conditions d'entrée. Influencé par Brockdorff-Rantzau, il craint une rupture des relations avec l'URSS. Il surestime, par contre, le rôle de Hindenburg dans la conclusion du traité de Berlin de 1926. L'auteur met bien en évidence le soutien sans faille du Président au plan Young, malgré les pressions de ses plus proches compagnons d'armes. Il contribue au vote positif d'un Zentrum tenté par l'abstention. Hindenburg, qui doit traverser le corridor de Danzig pour se rendre dans sa propriété de Neu-Deck, montre beaucoup de réticences à l'égard de la Pologne et pose des conditions pour signer l'accord de liquidation de mars 1930. Hindenburg intervient moins en politique extérieure après la démission de Curtius, sans doute par fatigue physique, mais aussi parce qu'il a pleinement confiance en Brüning – il souhaite le maintenir au ministère des Affaires étrangères après sa démission de la chancellerie en 1932 – et en Neurath qui mènent une politique plus énergique avec son approbation. Lors de la nomination de Hitler, il pose comme condition de garder la haute main sur la *Reichswehr* et sur l'*Auswärtiges Amt*. La confiance qu'il a en Neurath est mal récompensée, car le ministre néglige très rapidement de l'informer de questions essentielles.

Zaun force un peu ses conclusions et exagère, à notre avis, le rôle et l'influence réels de Hindenburg en politique extérieure. Si la politique de Stresemann paraît parfois sinueuse, ce n'est pas tant le résultat des interventions de Hindenburg que de la nécessité, en régime parlementaire, de trouver des majorités. Zaun n'insiste pas suffisamment, par contre, sur un aspect essentiel. Par sa présence et son soutien, même réservé, à la politique de Locarno, Hindenburg renforce la position de Stresemann et le soulage en partie de la pression nationaliste. Stresemann a d'ailleurs très vite compris les avantages qu'il pouvait tirer de l'élection de Hindenburg. Le «héros de Tannenberg» rassure l'opinion nationaliste.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Andreas KÖRBER, *Gustav Stresemann als Europäer, Patriot, Wegbereiter und potentieller Verhinderer Hitlers. Historisch-politische Sinnbildungen in der öffentlichen Erinnerung*, Hamburg (Krämer) 1999, 372 S. (Beiträge zur deutschen und europäischen Geschichte, 25).

L'ouvrage analyse, en s'appuyant sur la presse, les films, les cérémonies commémoratives, les manuels scolaires et les ouvrages scientifiques, la réception de Stresemann et de sa politique dans l'opinion allemande depuis son décès jusqu'à la fin de l'ère Adenauer (1929–1963). Les notices nécrologiques et les premières biographies énoncent les principales interprétations qui seront reprises jusqu'à la fin de l'ère Adenauer: celle du patriote réaliste qui a mené une politique de conciliation par nécessité pour restaurer la position de grande puissance de l'Allemagne, celle du «grand européen», partisan d'une union économique ou même d'une Europe unie. On trouve également le thème de la politique d'équilibre entre l'est et l'ouest dans la tradition de Bismarck. D'une manière générale, on s'accorde sur le patriotisme et les bonnes intentions de Stresemann, même si l'on porte des jugements variés sur les résultats de sa politique. L'auteur note aussi les réticences du gouvernement Brüning à se référer à Stresemann, et qu'il n'est représenté que par le seul Curtius à l'inauguration du monument élevé à Mayence. Les manuels scolaires insistent sur l'ardent patriote qui a contribué à la libération de la Rhénanie, sans allusion à un quelconque objectif européen. Sous le III^e Reich, l'image de Stresemann et de sa politique est globalement négative et l'on détruit le monument de Mayence. Stresemann est présenté comme un rêveur incapable, aux bonnes intentions, mais aux méthodes illusoire, ou comme un traître qui a favorisé l'aveuglement national du peuple allemand, et représente la «puissance internationale» des Juifs et des francs-maçons. Dans les manuels scolaires, l'évolution est progressive, car les manuels de Weimar ne sont que partiellement révisés. Stresemann devient le symbole d'une politique à condamner. Après 1945, on renoue avec les appréciations positives de la fin de la Répu-